



INÉGALITÉS SOCIALES & PARCOURS DE VIE

Chaire de recherche du Canada

Article

VAN DE VELDE Cécile, « **Devenir adulte, 10 ans après** », *Revue française des affaires sociales*, n.2, 2019, p.199-205.



[ENTRETIEN]

Devenir adulte, 10 ans après

Cécile Van de Velde

Entretien réalisé par écrit durant les mois de février et mars 2019.

RFAS : Depuis la sortie de votre ouvrage en 2008, l'expérience du « devenir adulte » dans les sociétés européennes et mondiales a-t-elle évolué ?

Oui, et de façon frappante : quelque chose de commun a émergé, qui marquera le destin social et politique de cette génération. Je n'aurais pas imaginé une telle rupture historique quelques années auparavant. Celle-ci a pris corps dans le sillage de la crise, des politiques d'austérité, et d'une prise de conscience environnementale. L'expérience du devenir adulte se voit de plus en plus marquée par les contraintes d'une compétition sociale accrue, qui tend les choix de vie et nourrit certaines formes de colère et de désadhésion sociale, mais aussi de nouvelles résistances individuelles ou collectives. Que ce soit à Paris, Madrid, Santiago du Chili, Montréal ou Hong Kong, où j'ai réalisé mes enquêtes, les récits tendent à pointer la « violence » du processus de confrontation au marché, à l'issue des études ou pour se maintenir en emploi : devenir puis rester « compétitif », ajuster et réajuster son « être » aux règles du jeu social exigent désormais un travail d'adaptation sans cesse renouvelé, et considéré comme éprouvant sur le long terme. Au sein des parcours des jeunes générations, cette adversité se traduit désormais par une mise en tension fondamentale, parfois radicale, entre « l'être » et le « système ». L'enjeu central, tel qu'il est vécu et énoncé dans les récits de vie, devient : s'ajuster, jusqu'où ?

Ce travail d'ajustement se joue prioritairement au niveau socioprofessionnel, et prend de plus en plus la forme de déviations consenties pour pouvoir exister dans ce « système » – mot-valise qui revient de façon récurrente dans les entretiens, et qui désigne tout ou partie de l'organisation sociale, politique ou économique. On voit apparaître, à cet égard, un phénomène nouveau par rapport à mes premières enquêtes des années 2000 : face à la rupture de la crise, ce qu'on appelle le « déclassé intergénérationnel » est désormais intériorisé dans les perspectives d'avenir, et l'épreuve vécue relève bien plus de la menace d'une « déviation » individuelle, c'est-à-dire d'un désajustement intérieur par rapport à des choix fondamentaux de vie, qui tend à nourrir un sentiment de déprise et d'impuissance, pouvant mener à de fortes bifurcations pour retrouver une forme de contrôle sur sa vie.

Mais cet ajustement en induit aussi un autre, qui se joue au niveau familial : face à l'allongement du temps de précarité et de stabilisation sociale, la famille d'origine tend à compter de plus en plus longtemps dans les trajectoires. Cette

solidarité intergénérationnelle apparaît dans l'ensemble bien acceptée, mais elle crée un déséquilibre croissant entre la famille d'origine et la famille à construire. Fonder sa propre famille tend désormais à être perçu comme un « luxe » – pour reprendre une expression qui revient fréquemment dans les récits – et cette mise en doute de l'intime constitue d'ailleurs un des piliers centraux de frustration au-delà de l'âge de la trentaine, chez les femmes comme chez les hommes.

Or, au niveau politique, ces phénomènes cumulés ne sont que peu relayés dans les débats publics et deviennent majoritairement internalisés et régulés individuellement, sous la forme de frustrations et de colères plus larvées et silencieuses. Face à l'absence perçue d'alternatives, on voit se développer, au sein des parcours, des processus de scission entre de larges franges de ces jeunes générations et les pouvoirs publics. Ils se traduisent par la résurgence d'un discours antisystème et l'adhésion à des logiques d'opposition « nous/eux » : la plupart des comportements politiques récents qui marquent les jeunes adultes au niveau international – abstention massive, polarisation des votes vers les droites et gauches plus radicales – trouvent leur source dans ces dynamiques générationnelles. D'un régime de « promesse » méritocratique, même incertaine, on est passé à un régime du « doute » collectif, radical et systémique.

RFAS : Dans quelle mesure les logiques d'expérimentation se diffusent-elles chez les jeunes Français ?

Les logiques d'expérimentation se développent certes, mais dans un système qui ne les légitime que peu. Elles se construisent donc à la marge, souvent par nécessité, par la pression des aspirations et des comportements sociaux. On le sait : la France, société à la fois politiquement très centralisée et socialement très hiérarchisée, tend à légitimer de façon quasi-exclusive le rôle de l'école républicaine – et par extension l'ensemble du système éducatif – comme principal outil de classement social et statutaire. Ce modèle encourage les stratégies de placement social, et donc les trajectoires précoces et linéaires au sein des études puis du marché du travail. Certes, on observe récemment certains aménagements internes (année de césure, passerelles entre formations, école de la « seconde chance »), mais ce modèle reste fondamentalement structuré autour de la sélection précoce et de la linéarité des trajectoires. Or, cette structuration vient heurter de front l'aspiration montante, au sein des jeunes générations, à avoir le temps de choisir, de tâtonner, d'expérimenter lors des années de jeunesse, dans ce que certains sociologues ont appelé des « yoyos transitions », c'est-à-dire des allers-retours croissants entre différentes situations résidentielles ou entre études et emploi.

En surface, les parcours des jeunes Français sont de plus en plus marqués par ces diverses formes de mobilité : on note notamment le développement de petites ou grandes bifurcations au sein des trajectoires familiales – par exemple revenir chez ses parents –, des trajectoires sociales – suspensions des études, changements de voie ou de domaine de travail –, ainsi que dans les trajectoires géographiques – migrations infra- ou internationales, qu'elles soient temporaires ou prolongées. Mais toutes ne sont pas à coder systématiquement comme de l'expérimentation,

car une partie d'entre elles répondent à des mobilités précaires et sans filet, imposées par la pression financière ou les difficultés vécues sur le marché du travail. C'est le cas par exemple de certaines formes de retour chez les parents ou de bifurcations vers l'auto-entrepreneuriat. Expérimenter est un privilège et exige des ressources ou des filets de sécurité ; cette possibilité même est inégalement répartie. Dans un contexte de crise, ces mobilités émergentes renvoient en réalité à différentes stratégies d'ajustement de « soi » et de ses aspirations intimes face aux contraintes de la compétition sociale.

Certains vont plutôt privilégier la construction d'un curriculum et le cumul d'attributs permettant de « gagner la course » ; ils tendent alors à reporter leurs aspirations exploratoires à plus tard, et « acheter du temps » en investissant plutôt des expérimentations courtes, intégrées voire valorisées sur le marché du travail (année à l'étranger, stages, bénévolat ou année de service civique...). Ces expérimentations internes sont censées au contraire conforter leurs attributs sociaux.

D'autres vont refuser l'autoroute sociale et expérimenter les « chemins de traverse » : l'expérimentation s'incarne alors dans des choix vocationnels ou personnels de vie, considérés comme plus durables et risqués, tels que l'engagement dans des voies dites sans perspectives ou dans une création d'entreprise. L'enjeu subjectif de l'expérimentation répond alors au souhait de créer « sa » propre place, de réussir la conciliation, aujourd'hui difficile, entre « gagner » sa vie et « vivre » sa vie.

Cependant, au-delà de ces deux premières formes, je peux observer dans mes enquêtes récentes le développement d'expérimentations plus extrêmes qui s'apparentent en quelque sorte à de réelles « sorties de systèmes », chez ceux qui refusent ce travail d'ajustement et quittent la compétition sociale. Souvent associées à un discours politisé, ces déviations externes se traduisent par une sortie durable et volontaire du marché du travail, parfois associée à un mode de vie de la débrouille, ou par des migrations vécues comme définitives. Même précaires, elles se vivent comme une reprise en main de destins sociaux souvent marqués par de multiples difficultés antérieures, et montrent combien la notion d'expérimentation peut être aujourd'hui complexe et ambiguë, répondant à la fois à la dureté du marché et à la quête d'un chemin signifiant.

RFAS : Quel regard porter sur les évolutions récentes des politiques de jeunesse en France ?

Comme dans de nombreux pays voisins, on voit se développer un réel dynamisme des politiques de jeunesse au niveau local, mais qui peine à être relayé au niveau national. Globalement, alors que la jeunesse est souvent placée au cœur des campagnes présidentielles, les politiques publiques n'ont pas réellement suivi. Loin de l'audace et de la transversalité qu'elles nécessiteraient, les politiques de jeunesse en France restent enfermées dans une structuration par « dispositifs » destinés aux jeunes de moins de 25 ans, qui se superposent comme autant de couches d'un mille-feuille difficilement lisible : faute d'accepter l'uniformisation des droits sociaux à partir de l'âge de la majorité, on ne cesse de tenter de combler

ce seuil pré-25 ans. C'est le cas par exemple de la « Garantie jeunes », qui a instauré un accompagnement financier et social individualisé à des jeunes adultes de moins de 25 ans en situation de pauvreté : cette mesure, salutaire pour combler des situations de grande précarité juvénile, est destinée à pallier le manque d'accès aux droits communs, tandis que le RSA reste fondamentalement – hors certaines conditions – associé aux plus de 25 ans.

Plus largement, les mesures mises en place auprès des jeunes adultes témoignent d'une libéralisation partielle sous contrôle étatique : elles sont marquées par une individualisation et une contractualisation croissantes des mesures d'accompagnement, ainsi que par la légitimation de la sélection et des logiques de marché lors de cette période de vie. Ce « libéralisme d'État » se manifeste en particulier dans les politiques éducatives de ces dernières années. Un des plus grands basculements réside dans l'instauration d'un système d'allocation des places universitaires, incarné dans les logiciels APB puis Parcoursup (loi ORE), qui accroît *de facto* la sélection à l'entrée de l'université : au-delà des enjeux politiques et éthiques qu'elle soulève, un des effets potentiels de cette réforme est de venir renforcer *in fine* le déterminisme français par la réussite scolaire initiale, et le poids de l'orientation précoce sur l'ensemble des parcours, déjà très prégnante chez les jeunes Français. Parallèlement, d'autres mesures vont plutôt dans le sens contraire et ouvrent certaines possibilités nouvelles d'alternance au sein des trajectoires étudiantes (années de césure, extension du service civique, développement de l'apprentissage, etc.).

Dans leur ensemble, les politiques publiques françaises destinées aux jeunes adultes restent fondamentalement marquées par une logique « top-down », voire par certains *a priori* paternalistes : un des enjeux d'une politique jeunesse future serait de mobiliser des ressorts plus transversaux et participatifs, en actionnant simultanément plusieurs leviers et secteurs politiques pour viser réellement l'ouverture des possibles. La jonction des droits sociaux dès la majorité – en uniformisant l'ensemble des mesures destinées aux plus et aux moins des 25 ans – serait selon moi une première étape, afin de renforcer l'adhésion citoyenne et la confiance politique.

RFAS : Comment analyser la place toujours importante de la famille dans l'expérience des jeunes Français et dans les politiques publiques ?

En contexte de récession, quand on « individualise », en réalité on « familialise » : comme toute politique individualisante en temps de crise, les politiques de jeunesse en France portent en elles-mêmes une familialisation induite. En l'absence d'un investissement proactif de l'État, l'augmentation de la pression financière sur les jeunes adultes – liée à la fois aux prix du logement, au financement du temps des études ou aux difficultés d'entrée sur le marché du travail – s'est traduite par une mobilisation accrue du soutien parental tout au long des parcours. Il s'agit là d'un phénomène que l'on retrouve dans d'autres sociétés occidentales : la réussite des plus jeunes devient de plus en plus familialisée, que

ce soit dans l'accès au logement, la poursuite des études ou l'accès au premier emploi.

Or, souvent salvateur et sécurisant au niveau individuel, ce relais de la famille vient renforcer les inégalités au sein même des jeunes générations, pénalisant particulièrement ceux qui en sont dépourvus, et accentuant le décrochage déjà prégnant des franges les plus paupérisées. À grande échelle, la familialisation accrue de cette période de la vie renforce la reproduction sociale. Les jeunes adultes eux-mêmes en prennent graduellement conscience et mentionnent de plus en plus souvent, dans leurs discours, l'importance de facteurs de réussite allant bien au-delà du seul diplôme, tels que les ressources familiales, les réseaux familiaux ou encore le territoire d'origine. Or, ce rôle de la famille tend au contraire à être publiquement invisibilisé, voire nié dans un discours méritocratique valorisant le rôle des capacités individuelles dans la réussite aux études et sur le marché du travail. Ce décalage alimente le doute, voire le cynisme, qui se développe actuellement parmi les jeunes adultes quant aux fondements méritocratiques des règles du jeu social.

RFAS : Au-delà de la forme prédominante de l'expérience de la jeunesse et des politiques publiques autour des jeunes en général, que penser du sort réservé aux jeunes les plus exclus, en France et au-delà ?

On associe encore trop souvent la jeunesse à la seule population étudiante, plus visible et plus directement impliquée dans les mouvements sociaux, mais on tend à occulter les franges paupérisées, souvent moins diplômées, dont la crise a accéléré la précarisation. Celles-ci se retrouvent au front d'un double mouvement d'accentuation des inégalités : d'une part, l'accentuation des inégalités intergénérationnelles – les jeunes ayant été particulièrement touchés par les effets de la crise de 2008 –, mais aussi celle des inégalités intragénérationnelles, c'est-à-dire à l'intérieur même de cette génération, perceptible dans un mouvement accéléré de polarisation entre ceux dotés de capital (surtout scolaire ou familial) et ceux qui en sont dépourvus. Ce processus de polarisation est désormais perceptible au niveau mondial, même s'il prend des formes différentes d'une société à l'autre. Ces franges sont encore difficiles à visualiser, et pour en donner un ordre de grandeur, l'indicateur des Neets – les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en stage – est de plus en plus mobilisé au niveau des statistiques internationales, qui en soulignent l'augmentation rapide dans la plupart des sociétés occidentales. Mais cette catégorie reste fondamentalement hétérogène : les jeunes moins diplômés et issus des milieux modestes y sont surreprésentés, mais elle comprend aussi une minorité de jeunes diplômés.

Ce sont ces jeunes moins visibles qui m'ont poussée à analyser les colères « silencieuses » : souvent absents des mouvements sociaux, ces jeunes adultes n'en portent pas moins, dans leurs discours, une forte colère larvée, accumulée lors de longues trajectoires de précarité, et intériorisée sous la forme d'un double sentiment de mépris et d'impuissance. L'attente déçue tend à attaquer leurs ressources émotionnelles et leur estime d'eux-mêmes, ce qui peut conduire à terme à un processus d'enfermement social dans un isolement protecteur, afin d'éviter

une exposition jugée trop difficile aux démarches de retour en formation ou à l'emploi. Pourtant, parmi eux, j'observe une conscience grandissante d'être laissés pour compte et la montée de certains discours de refus ou de résistance. Comme chez d'autres franges des jeunes générations, on peut assister à une forme d'éveil politique forgé par l'adversité sociale, perceptible dans des critiques radicales du « système » (même s'ils ne disposent pas toujours des ressources pour y résister ou le transgresser), des discours anti-élites, ou certaines formes de scissions citoyennes. Ces discours peuvent déboucher sur l'adhésion à certaines sensibilités populistes, mais ils se traduisent avant tout, pour l'instant du moins, par une abstention massive. La prise en compte de cette énergie sociale constitue selon moi l'un des grands défis de la décennie à venir, car elle peut, selon la façon dont on y répond, se muer en force d'engagement et de renouvellement sociopolitique ou, au contraire, en force de tension et de repli.